Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

Organe du Courant Communiste International en Belgique

N° 347
3e TRIMESTRE 2010
1,30 EUR

Belgique - België
P.B.
2600 Berchem 1-2
BC 9925

Bureau de dépôt B-2600 Berchem 1-2
N° d'agréation P408982
Périodique paraissant 4x par an

ISSN 0771.4750

CRISE COMMUNAUTAIRE EN BELGIQUE

Belge, Flamande, Wallonne, Bruxelloise: la bourgeoisie est toujours unie pour faire payer la crise aux travailleurs

Quiconque a suivi les médias bourgeois de juin à septembre doit croire que la Belgique est décidément le seul endroit au monde qui ne subit pas les contrecoups de la crise mondiale. Depuis les élections fédérales de juin, soit depuis plus de 90 jours, les projecteurs de la presse ont été centrés sur les rebondissements de l'interminable feuilleton communautaire: négociations, compromis, ruptures, trahisons; le « citoyen » est amené à osciller constamment entre l'espoir d'un compromis national et le désespoir de l'éclatement du pays.

La Belgique, le seul Etat au monde qui peut se permettre de ne pas se préoccuper de l'instabilité du système bancaire, du recul du PNB, de la crédibilité de l'Etat? Evidemment non et les données économiques récentes le confirment: ses banques (Fortis, KBC, Dexia) ont fortement subi la crise bancaire et sont encore déstabilisées par des créances douteuses, en particulier envers certains pays de l'Europe de l'Est et du Sud; le PIB belge a reculé de 4,3% en 2008-2009, la dette dépasse maintenant les 100% du PIB et le déficit budgétaire 2010 est de 5,2%, au lieu des 4,8% prévus il y a un an (+1,3 milliard d'euros). Par ailleurs, après les PIIGS (Portugal, Irlande, Italie, Grèce, Espagne), la Belgique, avec la Grande-Bretagne est en deuxième ligne des Etats présentant une vulnérabilité économique et dès lors menacés de faillite.

De manière générale donc, des attaques générales sont aussi incontournables en Belgique que dans le reste des pays européens. Pourquoi alors cette focalisation sur les tensions communautaires et linguistiques? Certes, la bourgeoisie belge est loin d'être homogène: des tensions existent depuis longtemps en son sein, en particulier entre fractions régionales, et ces tensions, exacerbées par la crise depuis 2008, se sont matérialisées par la montée en puissance lors des dernières élections d'un parti autonomiste flamand, la NVA (Nieuwe Vlaamse Alliantie). Toutefois, il serait naïf de croire que, pour la défense de leurs intérêts communs fondamentaux - le maintien de leurs profits, de leurs parts de marché menacées par la concurrence exacerbée - ces fractions bourgeoises ne se coalisent pas pour imposer leur loi aux exploités. L'histoire de ces 50 dernières années nous apprend qu'elles utilisent habilement à cet effet leurs divisions internes dans un double objectif: d'une part pour freiner la prise de conscience des attaques et du rôle central de l'Etat dans celles-ci, d'autre part pour entraver toute réaction unitaire des travailleurs et toute extension de leurs luttes.

Freiner la prise de conscience des attaques et du rôle central de l'Etat dans celles-ci

Face au risque de défaut de paiement, tous les Etats européens ont lancé de gigantesques plans d'austérité pour tenter d'assainir leurs finances publiques et leur système bancaire: Allemagne, 82 milliards d'euros; Grande-Bretagne, 7,2 milliards d'euros en 2010; Italie, 13 milliards d'euros en 2011; Espagne, 15 milliards d'euros supplémentaires. Ces attaques impressionnantes impliquent des suppressions massives d'emplois dans le secteur public, la réduction des salaires (par exemple -5% pour les fonctionnaires en Espagne), le recul de l'âge de la retraite et la baisse des pensions (baisse des allocations de certains fonds de pension aux Pays-Bas par exemple) ou des allocations de soins de santé. Bref, elles vont signifier une baisse conséquente du niveau de vie de la classe ouvrière, comparable à celle qu'elle a connue dans les années 1930. D'autre part toutefois, elles dévoilent par la même occasion de plus en plus le rôle de l'Etat, ce pseudo 'Etat social', dans l'imposition de l'austérité capitaliste, ce qui risque d'orienter la colère ouvrière contre celui-ci. Effectivement, loin d'être un arbitre au dessus de la mêlée, garant de la justice sociale, « l'Etat démocratique » se manifeste de plus en plus pour ce qu'il est en réalité: l'instrument de la classe exploiteuse pour imposer des conditions de plus en plus impitoyables à la classe ouvrière.

Cependant, les diverses bourgeoisies nationales utilisent tous les moyens de mystification à leur disposition pour occulter le plus longtemps possible cette réalité aux yeux de la classe ouvrière et pour, au contraire, l'embobiner dans les illusions démocratiques. Dans ce contexte, la bourgeoisie belge et ses diverses fractions attisent précisément les oppositions entre régions et communautés, afin de noyer les attaques et le rôle central qu'y occupe « l'Etat démocratique » dans un imbroglio institutionnel.

De manière révélatrice, les années 1970, les années de la première manifestation de la crise actuelle du capitalisme, ont aussi été en Belgique le début d'une vaste série de mesures de restructuration institutionnelle, visant à régionaliser l'Etat et à diluer les responsabilités à divers niveaux de pouvoir communautaire, régional ou communal. Une flopée de gouvernements fédéral, communautaires et régionaux (sept au total) ont vu le jour, des regroupements de communes et de régions urbaines ont été mis en place, en plus de la privatisation partielle ou totale de certaines entreprises publiques (Poste, chemin de fer, téléphone, gaz et électricité, secteur des soins de santé, ...). Ceci a entraîné un partage ubuesque des compétences, une redistribution des fonctionnaires du secteur public sur les différents niveaux de pouvoir et la création de toutes sortes de statuts mixtes. Dans le concret, ces « réformes de l'Etat » ont abouti aux résultats suivants :

- accroître l'efficacité de l'exploitation : la « responsabilisation » des entités autonomes organise de fait la concurrence interne entre régions. Les travailleurs flamands sont appelés à être plus « performants » que leurs collègues wallons et vice versa, les régions, les communes, sont en concurrence pour gérer plus rationnellement les budgets sociaux ou mieux mettre en œuvre la flexibilité de leurs fonctionnaires, etc.;
- accélérer les restructurations et les attaques contre les statuts du personnel, les salaires et les conditions de travail des fonctionnaires sous couvert de réorganisation des structures de l'Etat;
- diluer l'ampleur des attaques, en les fragmentant sur divers niveaux de pouvoir ou en responsabilisant divers niveaux de pouvoir pour divers types de mesures.

L'actuel battage communautaire (dont la « victoire » de la NVA fait partie) et la « grande réforme de l'Etat », annoncée comme inévitable, ne visent pas d'autre but. Car dans les coulisses en effet, les « think tanks » économiques de la bourgeoisie ont déjà esquissé les grandes lignes d'un redoutable plan d'austérité 2010-2015, basé sur une double orientation:

(suite à la p. 2)

Une vague de grèves parcourt la Chine

Il est courant de penser que l'économie chinoise échappe à la crise globale du capitalisme. Mais il faudrait le dire aux milliers de travailleurs chinois qui, au cours des dernières semaines, ont pris part à une vague de grèves qui a touché beaucoup de régions du pays!

Les luttes dont il a été le plus rendu compte sont celles qui ont eu lieu dans plusieurs usines Honda qui ont connu jusqu'ici trois vagues de grèves; les ouvriers ont même réussi, lors de la première, à obtenir des augmentations de salaires jusqu'à 24%. A Foxconn, producteur d'Ipods où il y a eu beaucoup de suicides récemment, les grévistes ont obtenu une augmentation de salaire de 70%. A l'usine KOK (fabricant de pièces détachées), des affrontements se sont produits entre les travailleurs et les forces de l'ordre lorsque ces dernières ont tenté d'empêcher les ouvriers de sortir dans les rues faire connaître leur lutte.

Les médias chinois n'ont pas fait de black-out sur ces luttes parce que les compagnies étaient toutes étrangères et qu'ils ont utilisé ces conflits pour développer la propagande gouvernementale contre les rivaux régionaux japonais et sud-coréens. En réalité, des ouvriers de beaucoup d'entreprises chinoises ont également participé à des mouvements de grèves dans plusieurs villes. La police et d'autres forces de sécurité ont été régulièrement utilisées contre eux.

Des grèves qui s'étendent

Avec des titres tels que "La montée d'un mouvement ouvrier chinois" (*Businessweek.com*), "La nouvelle génération secoue le monde du travail en Chine" (*Reuters*) et "Des grèves mettent la Chine en difficulté par des troubles sociaux" (*Associated Press*), la bourgeoisie et ses médias reconnaissent que le mouvement actuel va au-delà du mécontentement croissant de la classe ouvrière chinoise qu'on avait connu dans la période précédente.

L'article d'*Associated Press* (11.06.2010) dit que "*les autorités ont depuis longtemps toléré des mouvements de protestation, locaux et limités, de la part des ouvriers mécontents de leurs salaires ou sur d'autres questions, reconnaissant ainsi peut-être la nécessité d'une issue face à ces frustrations*", mais le *Financial Times* (11 juin 2010) ajoute que: "*Il y a des signes que les mouvements sociaux de protestation sont bien plus étendus et coordonnés qu'on ne le pensait, suscitant des peurs face à la possibilité de revendications similaires qui augmenteraient les coûts des multinationales*". Un économiste résidant à Hong-Kong et cité par le *Daily Telegraph* (10 juin 2010) y fait écho en écrivant: "*Tout ce qu'il faut maintenant, c'est une seule étincelle et les nouvelles se répandront dans toute la Chine, ce qui pourrait amener à des actions de grève similaires dans d'autres usines*".

Travail et capital

Les "experts" tentent de minimiser les raisons de ces luttes et leur tendance à inspirer d'autres travailleurs et à s'étendre: "*Les*

(suite à la p. 4)

Dans ce numéro

MARÉE NOIRE DANS LE GOLFE DU MEXIQUE

La pire catastrophe écologique de l'histoire capitaliste… jusqu'à la prochaine

Nous publions ci-dessous un article, écrit au mois de mai par notre section aux Etats-Unis, sur la catastrophe survenue à la plate-forme pétrolière *Deepwater Horizon.* Cette dernière catastrophe a mis à nu toute la vérité du système capitaliste: ses poussées vers le profit à tout prix éliminent toute considération humaine et écologique. Dans un avenir proche et aussi longtemps que ce système existera, on ne peut que s'attendre à la répétition de telles catastrophes.

Vers 10 heures, le mardi 20 avril 2010, une explosion a ébranlé la plate-forme pétrolière Deepwater Horizon à environ 50 milles au large de la côte de la Louisiane. L'installation a finalement coulé le jeudi 22 avril, causant le pire déversement de l'histoire en laissant s'échapper chaque jour des millions de litres de pétrole et de gaz méthane. A l'heure où nous écrivons, cela fait presque un mois que cela dure et continuera pour un temps encore indéterminé. Les dommages incalculables pour l'environnement sont le cadet des soucis de la bourgeoisie, qui nous convie au spectacle quotidien d'un jeu véritablement répugnant qui consiste, pour les différentes parties - BP Oil, Halliburton, Transocean, la Garde Côtière, le gouvernement fédéral – à se renvoyer la responsabilité pour essayer de sauver ce qui reste de leur réputation déchirée en lambeaux. Cette nappe de pétrole s'ajoute à la longue liste des catastrophes écologiques causées par l'aveuglement du capitalisme et par la dévastation insupportable de la planète alors que le capitalisme recherche indéfiniment les moyens les moins coûteux de maintenir un avantage compétitif dans le sillage de son autre catastrophe, la pire crise économique de son histoire. Cette catastrophe nous rappelle également ce que nous réserve l'avenir par rapport à la sécurité des ouvriers sur leur travail. L'explosion de la plate-forme a tué onze ouvriers et survient après la récente explosion de la mine de charbon en Virginie Occidentale qui a tué 24 ouvriers.

Lorsque nous jetons un regard sur ce qu'implique l'enfer capitaliste d'aujourd'hui - pertes de vies humaines, mutilation écologique, cupidité du commerce, accentuation de la fièvre des guerres commerciales - il est impossible de ne pas arriver à la conclusion que le capitalisme vit de terribles convulsions qui signent sa faillite historique. Au niveau de l'impact sur l'environnement et de la vie des populations locales, les dommages sont incommensurables. L'agence de «prévention des désastres» mise en place par l'État capitaliste sous la forme du Service de Gestion des Minerais a été reconnue comme étant une structure totalement corrompue et parfaitement inapte. Alors que sa fonction aurait dû être de s'assurer que les opérations de forage étaient sans danger pour l'environnement et que l'équipement utilisé était sans danger pour les vies humaines, elle recevait de substantielles royalties de la part des compagnies pétrolières, une pratique mise consciemment en place afin de permettre de bas coûts de production prioritaires par rapport aux considérations d'environnement et de vies humaines. En fait, le gouvernement fédéral engraisse ses coffres avec les royalties des compagnies pétrolières et achète le pétrole à bas prix, pendant que les compagnies chargent le fardeau économique sur les épaules de leurs ouvriers en réduisant les coûts et en faisant de plus en plus abstraction des mesures les plus élémentaires de sécurité. Ceci rappelle inévitablement une de ces autres émanations catastrophiques du capitalisme: la dévastation provoquée par l'ouragan Catherina et sa FEMA (Agence Fédérale des situations d'urgence ndt), elle aussi pourrie jusqu'à la moelle. La faillite totale de telles structures mises en place par l'État capitaliste est si évidente que le président Obama a décidé de diviser en deux organismes le MMS. L'un d'entre eux rassemblera maintenant les fonds tandis que l'autre dirigera les opérations. Voilà comment le capitalisme essaye de sauver la face et de faire le ménage. Hier comme aujourd'hui, et demain, il ment comme un arracheur de dents par rapport à sa propre responsabilité et aux promesses du genre «plus jamais ça».

Les autres escrocs sans vergogne, tel le géant du pétrole BP lui-même, mais aussi les sous-traitants comme Transocean et Halliburton, nous nourrissent quotidiennement d'un jeu véritablement répugnant qui consiste à se blâmer mutuellement par rapport au désastre. BP est tellement confiant dans la force de sa stature économique qu'il a même plaidé en faveur d'une augmentation de la responsabilité habituelle du gouvernement fédéral imposée dans ces cas-ci. Alors que la sanction maximum appliquée est de 75 millions de dollars, BP a plaidé pour 89 millions. Il n'a cependant pas dit que ses revenus pour le premier trimestre de 2010 se situaient dans les milliards. La responsabilité supplémentaire que BP s'est attribuée à lui-même est comparable à une augmentation de notre facture du cable d'environ 5 dollars par mois pendant seulement deux ou trois mois de l'année. Halliburton, pour sa part, se moque des «sévères» pénalités que l'État capitaliste lui infligera parce qu'elle sait que son assurance lui payera environ trois fois autant que ce qu'elle aura perdu. Et que dire sur le nettoyage de l'environnement? Eh bien, la Garde Côtière utilise des barrières flottantes de protection! C'est comme si on utilisait des Kleenex pour essayer d'éponger l'eau d'une maison inondée! Ces opérations sont, elles aussi, tellement insatisfaisantes que les riverains de la Nouvelle-Orléans prévoient que la nappe de pétrole se répandra sur le rivage au cours de la prochaine saison des ouragans, ce qui causera encore plus de dévastation à un secteur déjà appauvri et souillé. Quant au «respect des vies humaines», l'explosion de la plate-forme pétrolière a constitué une nuit de terreur pour les hommes travaillant à l'installation, et elle a provoqué une attente anxieuse de la part de leur famille. Pendant les opérations de sauvetage exécutées sous la surveillance de la Garde Côtière, plusieurs travailleurs du pétrole embauchés par la compagnie suisse Transocean (qui était propriétaire de l'installation) ont été pris à bord d'un bateau

(suite à la p. 6)

suite de la p. 1

LA BOURGEOISIE BELGE EST TOUJOURS UNIE POUR FAIRE PAYER LA CRISE AUX TRAVAILLEURS

- la réduction drastique des dépenses budgétaires pour infléchir l'évolution de la dette (25 milliards d'euros en 5 ans selon certains, 42 milliards d'euros en 4 ans selon le Bureau du Plan (cf. *De Morgen*, 20.05 et 28.07));

- la réduction importante des salaires (évaluée globalement à 10% (*De Standaard*, 03.09)) pour restaurer la position concurrentielle de la Belgique vis-à-vis de l'Allemagne (salaires +23,4% en 10 ans en Belgique, contre +8,8% en Allemagne), pour reconquérir des parts de marché et contrer la chute des investissements étrangers (-70%, faisant passer la Belgique de la 2e à la 10e place des pays attirant des investissements étrangers (*De Morgen*, 23.07.10)).

La « réforme de l'Etat » devrait une fois de plus permettre de masquer en partie l'ampleur des attaques et le rôle fondamental de « l'Etat démocratique » dans l'imposition de l'austérité. L'effort sera réparti sur les différents niveaux de pouvoir: gouvernement fédéral mais aussi entités fédérées (par exemple 17 milliards de réductions budgétaires à supporter par les régions et communautés), et ceci sera justifié par le fait que les nouvelles « autonomies régionales », obtenues grâce à la réforme de l'Etat, doivent nécessairement aller de pair avec une « responsabilisation » accrue. De cette manière, la bourgeoisie espère une fois de plus diluer la responsabilité étatique dans l'imposition de l'austérité et détourner le mécontentement vers des boucs émissaires: « la région de Bruxelles et le trou sans fond de ses finances publiques », « les Wallons qui ne veulent pas travailler et engloutissent les milliards des budgets sociaux », « les Flamands égoïstes qui refusent la solidarité et poussent à la concurrence entre régions ».

Paralyser la capacité de réaction et d'extension des luttes de la classe ouvrière

Et lorsque les travailleurs s'insurgent contre les attaques dont ils sont victimes, la bourgeoisie - en particulier à travers ses syndicats - se sert une fois de plus de l'intensification de l'immonde battage (sous-)nationaliste et régionaliste pour entraver toute réaction unitaire des travailleurs et toute extension de leurs luttes face à l'agression subie contre leur niveau de vie. Cela aussi est une constante du rapport de force entre les classes en Belgique.

Depuis les années 1960 en particulier, la bourgeoisie utilise la mystification régionaliste pour freiner la prise de conscience au sein de la classe ouvrière de la nécessité d'une réaction unitaire et de l'extension de ses luttes face aux attaques. Déjà lors de la grève générale de 1960, le syndicalisme radical, avec à sa tête André Renard, détourne la combativité des ouvriers des grands bassins industriels de Liège et du Hainaut vers le sous-nationalisme wallon, faisant croire qu'un sous-Etat wallon sous la direction du PS pourrait s'opposer au capital national et sauver du déclin les industries de la région. Les travailleurs paieront cher cette mystification, car ce sont ces autorités régionales qui liquideront progressivement l'industrie minière et sidérurgique wallonne dans les années 1970 et 1980. Depuis la fin des années 1980, la Flandre est confrontée aux mêmes problèmes avec le bassin minier limbourgeois, les chantiers navals (Boel Tamise) et l'automobile (Renault et dernièrement Opel). Une fois de plus, c'est la même mystification qui est utilisée: « Ce que nous faisons nous-mêmes, nous le faisons mieux » est le slogan des sous-nationalistes flamands. De fait, la liquidation des mines et des chantiers navals a été rondement menée, et récemment ce sont les travailleurs d'Opel qui se sont fait rouler dans la farine par les promesses du gouvernement flamand et les campagnes sur le « combat de la Flandre pour sauver Opel ».

Une fois de plus aujourd'hui, alors que les travailleurs commencent à engager la riposte face aux attaques, la régionalisation des différents niveaux de pouvoir et le battage (sous-)nationaliste sont exploités par la bourgeoisie et ses organisations syndicales, d'abord pour diviser, isoler et enfermer les mouvements de lutte dans des carcans qui n'offrent aucune perspective d'avancée pour la classe ouvrière. Ainsi, lorsque les fonctionnaires subiront des attaques contre leur salaire et les conditions de travail, ils seront amenés à manifester, chaque groupe devant son pouvoir de tutelle (fédéral, communautaire, régional, provincial, communal, ...). Dans le passé, on a même vu des manifs ne sachant pas exactement devant quel ministère manifester ! D'autre part, les syndicats n'hésitent pas à entraîner la lutte ouvrière vers le terrain pourri de la division régionale, voire des intérêts nationalistes. Ainsi, les enseignants néerlandophones et francophones sont appelés à lutter pour des revendications différentes dans chacune des régions. Et récemment encore, les organisations syndicales appelaient les travailleurs à manifester pour une sécurité sociale belge unitaire, contre les velléités des nationalistes flamands de la régionaliser. De cette manière, ils essaient de les entraîner sur le terrain du nationalisme belge, flamand ou wallon.

Le régionalisme et le (sous-)nationalisme sont donc des armes fondamentales de la bourgeoisie dans son combat contre les travailleurs, et celle-ci est particulièrement experte dans leur utilisation. Déjà, lors de réactions aux plans drastiques d'austérité pendant les années 1980, la division entre ouvriers wallons « extrémistes » et flamands « modérés » fut son arme centrale pour s'opposer aux mouvements massifs de grèves en 1983 et 1986. Aujourd'hui, le battage communautaire intense de la bourgeoisie, qui se développe en réalité de manière quasi ininterrompue depuis l'été 2008, crée pour la classe ouvrière effectivement des conditions difficiles pour la mobilisation, pour la lutte et surtout pour l'extension de celle-ci. Ceci explique pourquoi les réactions ouvrières sont jusqu'à présent moins marquées que dans les pays voisins comme la France ou l'Allemagne. En même temps, l'intensité du battage et la prudence de Sioux avec laquelle la bourgeoisie avance ses mesures sont aussi révélatrices de la peur de la bourgeoisie face à une classe ouvrière qui a montré dans les années 1970 et 80 sa combativité. Plus que jamais, dans ce contexte de campagnes, les révolutionnaires doivent souligner que les ouvriers, d'où qu'ils soient, d'où qu'ils viennent, se battent contre les mêmes attaques, pour la défense des mêmes intérêts. Ils doivent réaffirmer avec force que la classe ouvrière n'a pas de patrie, ni flamande, ni wallonne, ni belge. (1) ■

Jos / 15.09.10

1.Voir également la série: "Le prolétariat face à l'Etat belge." (*Internationalisme* n° 319/321/322

ESPAGNE

Solidarité avec les travailleurs du métro de Madrid!

Nous publions ci-dessous la prise de position du CCI en Espagne sur la grève du Métro de Madrid à laquelle nous ajoutons une déclaration de solidarité d'un groupe de postiers de la capitale espagnole.

Ces quelques lignes pour exprimer notre plus chaleureuse et fraternelle solidarité avec les travailleurs du métro de Madrid.

En premier lieu parce qu'ils donnent l'exemple du fait que la lutte massive et déterminée est la seule riposte qu'ont en main les exploités contre les attaques brutales que les exploiteurs veulent nous imposer. Dans le cas présent, contre une réduction salariale de 5 %. Un coup de hache anti-ouvrier, qui est même complètement illégal du point de vue de la propre légalité bourgeoise, puisqu'il est ni plus ni moins qu'une violation unilatérale d'une convention collective signée préalablement. Et ils osent encore traiter de "délinquants" les ouvriers du métro!

Solidarité aussi contre la campagne de diffamation et de tentative de "lynchage moral" de ces camarades. Une campagne lancée comme il se doit par les politiciens et les médias de la droite la plus rance, qui a présenté les grévistes comme des pions d'une campagne du PSOE contre la "cheftaine" du Parti populaire à Madrid, Esperanza Aguirre, et qui a exigé, avec la rage et le fiel que cette droite est capable de secréter, "des sanctions!", "des licenciements!" (1). Mais il ne faut surtout pas oublier la vigoureuse collaboration de la gauche dans cette campagne d'isolement et de dénigrement des travailleurs. Aguirre ou Rajoy réclamaient de la fermeté et du fouet contre ces "vandales", mais le ministre de l'Industrie mettait à la disposition de la région une mobilisation massive d'autres moyens de transports pour briser la grève, et le ministre socialiste de l'Intérieur a mis à la disposition d'Aguirre jusqu'à 4.500 policiers supplémentaires! Quant aux médias "de gauche", avec moins de haine mais plus d'hypocrisie, ils n'ont fait que renforcer l'idée "d'une grève avec prise d'otages" comme titrait *El País* le 30 juin. Entre Esperanza Aguirre et la lutte ouvrière contre les exigences des exploiteurs, ces laquais du système capitaliste, dits "rouges" (et qui osent encore porter dans leur sigle le "O" d'ouvrier), savent très bien qui ils doivent choisir,...

Ce qui les a le plus indigné tous autant qu'ils sont, ce ne sont pas les "dérangements" causés aux usagers. Il suffit de voir dans quelles conditions doivent se déplacer les "usagers" les jours "normaux" et le chaos croissant dans les transports que les "citoyens" doivent de plus en plus supporter à cause de la négligence de plus en plus grande concernant les infrastructures et, plus particulièrement, les transports publics. Malgré ce qu'ils disent, ils ne sont pas particulièrement irrités non plus par les pertes causées aux entreprises dues aux retards et l'absence des employés. En fait, il faut avoir un culot monstre pour accuser les grévistes du métro de porter atteinte au "droit du travail", alors que le capital espagnol a "privé de ce droit" rien moins que presque cinq millions de prolétaires!

Non. Ce qui en vérité les embête et les préoccupe dans cette lutte des travailleurs du métro de Madrid, c'est justement cela: le fait que la lutte ait éclaté; le fait que les travailleurs n'aient pas accepté avec résignation les sacrifices et les attaques qui pleuvent de partout et sur tous; et le fait que pour faire reculer les injonctions de l'entreprise, les ouvriers ne se soient pas contentés d'un pleurnichement stérile comme celui de la grève des fonctionnaires du 8 juin (2), mais aient donné l'exemple de l'unité et de la détermination. C'est *El País* qui le reconnaissait ainsi dans l'édito ci-dessus mentionné: "*Le comité d'entreprise allègue qu'il existait une convention en vigueur jusqu'en 2012 que la décision de la Communauté de Madrid casse unilatéralement. Mais les fonctionnaires aussi avaient cette convention* ["et ceux-ci se sont contentés de la pantomime du 8 juin", parait ajouter de façon subliminale le jésuitique *El País*]. *Il est possible qu'il ait manqué une explication plus pédagogique sur la gravité de la situation qui oblige à faire ces sacrifices en échange de la sécurité de l'emploi* [… et après, ils accusent les grévistes de chantage!], *et une plus grande clarté pour expliquer comment faire cadrer la réduction de salaire avec la garantie ultérieure de maintien du pouvoir d'achat...*"

En tant qu'expression de cette réponse de classe des travailleurs, la lutte des camarades du métro de Madrid est pleine d'enseignements pour tous les ouvriers. Aujourd'hui, cette lutte est entrée dans une sorte de parenthèse et il est difficile de savoir comment elle va évoluer, et il est donc trop tôt pour en faire un bilan exhaustif. Mais voici déjà quelques leçons frappantes que nous pouvons en tirer.

Les assemblés: cœur et cerveau de la lutte ouvrière

Une des caractéristiques de la lutte des ouvriers du métro madrilène a été de s'appuyer sur des assemblées vraiment massives. Le 29 juin, déjà, au moment où il a été décidé de ne pas accepter de faire le service minimum, il y a eu beaucoup de monde qui n'a pas pu rentrer dans la salle, mais le 30, alors que la campagne de dénigrement battait son plein, le nombre des présents a été encore plus élevé que le jour précédent. Pourquoi? Ce sont les travailleurs du métro eux-mêmes qui y répondent: "*Il fallait démontrer que nous sommes unis comme les doigts d'une main.*"

Grâce à ces assemblées, on a essayé d'éviter beaucoup des ruses habituelles des syndicats. Par exemple, la dispersion et la confusion en ce qui concerne les appels à la grève. C'est ainsi que l'assemblée du 30 juin a décidé d'appliquer le service minimum le 1er et le 2 juillet afin d'éviter de rester coincés entre le syndicat favorable à la convocation de la grève totale et les autres. L'assemblée a décidé aussi de mettre de coté le radicalisme verbal de l'ancien porte-parole du Comité, dont les déclarations du genre "on va faire exploser Madrid" servaient plutôt les ennemis de la lutte dans leur campagne de diffamation et d'isolement des travailleurs du métro.

Mais les assemblées n'ont pas servi seulement à tempérer les exaltations inutiles ou à essayer de ne pas tomber dans les provocations. Elles ont surtout servi à donner du courage et de la détermination pour tous les camarades et à permettre de mesurer ainsi l'état réel de la combativité de tout le personnel. Et c'est ainsi qu'au lieu des votes secrets et individuels des référendums syndicaux, la grève du métro s'est décidée et organisée en votant à main levée, un vote où la détermination des autres camarades a encouragé les plus indécis. La presse a eu beau agiter le spectre de la "pression" sur certains ouvriers par les piquets de grève, on sait très bien que ce qui a encouragé les ouvriers à se joindre aux arrêts de travail a été une décision consciente et volontaire, fruits d'une discussion ouverte et franche où l'on a pu exposer ses craintes mais aussi les raisons pour lutter. Sur un site (3) ouvert pour exprimer sa solidarité avec cette grève une jeune travailleuse du métro dit franchement qu'elle allait à l'assemblée du 29 juin "pour ne plus avoir peur de lutter".

Le piège du "service minimum"

Dans le cas de cette grève du métro, ce qui a été utilisé comme plate-forme de tir pour bombarder les grévistes, en essayant ainsi de les intimider pour qu'ils abandonnent la lutte, a été le décret sur le service minimum.

Dame Esperanza Aguirre, dans son palais présidentiel, a eu beau se présenter comme une donzelle sans défense entre les mains des ces énergumènes de grévistes, la vérité est que la loi permet aux autorités (autrement dit, le patron pour les employés publics), de fixer le service minimum. En sachant par expérience qu'elle possédait cette marge de manœuvre légale et, surtout, se sentant soutenue par tout le chœur médiatique des chaînes de TV, la présidente de la Région de Madrid a concocté une véritable provocation: imposer un service minimum sur la base de 50 % du personnel.

Avec ce piège, on essaye de mettre les employés du métro dos au mur. S'ils acceptent le service minimum, c'est leur volonté de ne pas plier face aux dictats du patron qui est entamée. S'ils ne les acceptent pas, ils prendront sur leurs épaules la responsabilité de toutes les adversités que vont endurer leurs frères de classe, qui constituent le gros des usagers du métro... De plus, cette loi du service minimum qui, à en croire les défenseurs de l'ordre bourgeois, "n'existe pas" bien qu'"il faille la renforcer", offre la possibilité au gouvernement, qui est, encore une fois, le patron en dernière instance, d'imposer des sanctions si ce service minimum n'est pas réalisé, ce qui lui offre une carte supplémentaire pour la négociation. Deux jours après que les travailleurs du métro aient retiré leur refus du service minimum, la direction de la compagnie a augmenté la quantité des sanctionnés de 900 à 2800 travailleurs.

La seule voie pour sortir d'une telle souricière est de briser le piège grâce à la solidarité de classe.

La solidarité de classe est le terreau sur lequel pousse la combativité et la force des travailleurs

La force des luttes ouvrières ne se mesure pas à leur capacité de provoquer des pertes dans les entreprises capitalistes. Pour cela, et c'est ce qu'on peut vérifier dans le cas même du métro de Madrid, les dirigeants eux-mêmes de ces entreprises savent y faire et n'ont besoin de personne. Cette force-là ne se mesure pas non plus dans la capacité à paralyser une ville ou un secteur. Là aussi, il est difficile de rivaliser avec l'État bourgeois lui-même.

La force des luttes ouvrières prend surtout ses sources dans le fait qu'elles énoncent, plus ou moins explicitement, un principe universel valable pour tous les exploités: les besoins humains ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel des lois du profit et de la concurrence propres au capitalisme.

Un affrontement de tel ou tel secteur des travailleurs avec son patron aura beau être radical, si la bourgeoisie arrive à le présenter comme quelque chose de spécifique ou particulier, elle réussira à défaire cette lutte en donnant au passage un coup au moral de toute la classe ouvrière. Si, au contraire, les travailleurs arrivent à conquérir la solidarité des autres ouvriers, s'ils arrivent à les convaincre du fait que leurs revendications ne sont pas une menace pour les autres exploités, mais l'expression des mêmes intérêts de classe, s'ils font de leurs assemblées et leurs rassemblements des instruments utiles que d'autres travailleurs peuvent rejoindre, alors là, oui, ils se renforcent eux-mêmes et avec eux l'ensemble de la classe ouvrière.

Le plus important pour la lutte des ouvriers du métro madrilène, ce n'est pas d'envoyer les piquets empêcher la sortie de telle ou telle quantité de rames (même s'il faut évidemment que l'assemblée sache si ses décisions sont réalisées) mais, au-delà, expliquer à leurs camarades, en commençant par ceux de l'EMT (Entreprise municipale de transports) ou de Télémadrid (TV régionale) et aux fonctionnaires, les raisons de leur lutte. Pour l'avenir de la lutte, il n'est pas essentiel de réaliser tel ou tel pourcentage de "service minimum" (même si la majorité des travailleurs doit être dégagée des contraintes du travail pour que les assemblées, les piquets et les rassemblements puissent se tenir), le plus important est de gagner la confiance et la solidarité des autres secteurs ouvriers, d'aller dans les quartiers pour expliquer pourquoi les revendications des ouvriers du métro ne sont ni un privilège ni une menace pour les autres ouvriers, mais une riposte aux attaques dues à la crise.

Ces attaques vont toucher tous les travailleurs, de tous les pays, de toutes les conditions, de toutes les catégories... Si le capital réussissait à faire s'affronter les travailleurs entre eux, ou ne serait-ce qu'à les faire lutter isolés, avec tout le radicalisme qu'on voudra mais chacun dans son coin, elle finirait par imposer les exigences de son système d'exploitation. Mais si, au contraire, les luttes ouvrières commencent à faire fermenter l'unité et la massivité des combats contre ces exigences criminelles, nous serons en mesure d'empêcher l'application de nouveaux sacrifices encore plus sanglants sur les conditions de vie de travailleurs. Ce serait là un pas très important pour le développement de l'alternative prolétarienne face à la misère et la barbarie capitalistes ■

AP/12.07.2010

(1) Le gouvernement espagnol est aux mains du Parti socialiste (PSOE), tandis que la région de Madrid (dont la Présidente est la susnommée Aguirre) et la ville de Madrid, dont dépend la gestion du métro, sont entre celles de la droite (Parti populaire, dont le dirigeant national est Rajoy). Et c'est ainsi que ces deux partis ont joué une surenchère politicarde, se traitant de tous les noms, mais se mettant bien d'accord sur le dos des employés du métro [NdT].

(2) Lire en espagnol, notre bilan du 8 juin sur http://es.internationalism.org/node/2891

(3) www.usuariossolidarios.wordpress.com

suite de la p. 1

UNE VAGUE DE GRÈVES PARCOURT LA CHINE

ouvriers se tiennent au courant des grèves grâce aux téléphones portables et aux QQ – messageries instantanées. Ils comparent leur salaire et leurs conditions de travail, souvent avec ceux des ouvriers de leur province d'origine, et utilisent ces informations pour négocier avec leurs employeurs, a expliqué Joseph Cheng, professeur à l'Université de la ville de Hong Kong. "[Des mouvement sociaux] ont eu lieu dans les Deltas de la Pearl River et du Yangtsé depuis le début de l'année" du fait du manque de main d'oeuvre." (*Financial Times*, ibid.) Et comme le résume un autre "expert": "*L'une des grèves a eu lieu parce que les ouvriers se sont retrouvés rien qu'en s'envoyant des messages" a dit Dong Baohua, professeur de droit à l'Université de Politique et de Droit de Chine occidentale. La technologie moderne favorise l'éclatement de grèves*" (ibid.)

Les innovations technologiques sont bel et bien utilisées par les ouvriers mais ce n'est pas ce qui explique pourquoi ils font grève, pourquoi ils veulent se regrouper pour lutter. Ce qui l'explique, ce sont les conditions dans lesquelles ils travaillent et vivent. Selon les statistiques officielles, les salaires constituaient, en 1983, 56% du PIB chinois; ils sont tombés à 36% en 2005. Au cours des cinq dernières années, presque un ouvrier sur quatre en Chine n'a eu aucune augmentation de salaire. Si quelqu'un s'est enrichi grâce au miracle économique chinois, ça n'a pas été la classe ouvrière. Les récentes augmentations du salaire minimum dans les grandes provinces industrialisées comme le Guangdong, le Shandong, le Ningxia et le Hubei ont été expliquées comme des tentatives de répondre aux effets de l'inflation, mais même les médias d'Etat ont parfois admis qu'elles avaient aussi pour but de prévenir le mécontentement social.

Dans le journal officiel en ligne *Le Quotidien du Peuple* (9 juin 2010), on peut lire, dans un article à la une sous le titre: "*Les experts prévoient l'augmentation des conflits du travail*", que "*les conflits sociaux croissants initiés en Chine méridionale vont amener une tendance à l'augmentation des salaires dans un futur proche*". Ceci est présenté comme une "opportunité" mais aucune explication n'est apportée pour les "conflits". Pourtant, comme les capitalistes partout, on peut faire le calcul, comme un fonctionnaire l'expliquait à propos des projets d'investissement des entreprises à Hong-Kong: "*Si le coût du travail s'accroît, les profits baisseront et il se peut qu'elles déplacent les usines dans des pays où la main d'oeuvre serait moins chère*".

S'organiser dans les syndicats ou en dehors ?

En Chine, cela fait longtemps que l'impatience et la frustration vis-à-vis des syndicats se développent. Ces organes explicitement étatiques non seulement découragent les grèves et cherchent à les empêcher, mais encore ont, comme à Honda, utilisé la violence physique contre les ouvriers qui, en retour, ont combattu les représentants syndicaux. Ce n'est pas par hasard si les ouvriers ont cherché d'autres voies. Un article du *New York Times* (10 juin 2010) par exemple, tout en rapportant que "*des grèves éparses ont commencé à gagner des provinces chinoises épargnées jusqu'ici par les conflits sociaux*", présentait également ce qu'il s'était passé à Honda au cours d'une des grèves: "*Ici les ouvriers ont développé une organisation démocratique élaborée, élisant des délégués de base pour les représenter dans les négociations collectives avec le patronat. Ils demandent aussi le droit de former un syndicat distinct de la fédération nationale des syndicats contrôlée par le gouvernement qui, depuis longtemps, s'est préoccupée de maintenir la paix sociale pour les investisseurs étrangers.*"

Il est ici nécessaire de rappeler l'expérience des ouvriers en Pologne de 1980-81 dont la grève a touché tout le pays, et au cours de laquelle des assemblées ouvrières ont créé leurs propres comités et d'autres formes d'organisation. Toute la force du mouvement a été affaiblie par l'idée de créer "des syndicats libres" en opposition aux syndicats dirigés par l'Etat. Cette idée s'est matérialisée dans la création de Solidarnosc, syndicat qui commença par saper le mouvement au début des années 1980 et finit par diriger un gouvernement d'austérité avec Lech Walesa pour président au début des années 1990.

L'effort des ouvriers pour prendre en main leurs luttes peut prendre beaucoup de formes, que ce soient des délégués de base, des comités élus, des délégations à d'autres ouvriers ou des réunions massives dans lesquelles les ouvriers eux-mêmes décident de l'organisation de la lutte. Ce qui est important, c'est de comprendre la dynamique d'un mouvement.

Au cours de la première grève à Honda, une délégation a fait une déclaration qui montrait clairement les illusions existant sur les possibilités des syndicats, mais qui contenait, aussi, de très bonnes idées. Par exemple: "*Nous ne luttons pas seulement pour les droits de 1800 ouvriers, mais pour les droits des ouvriers de tout le pays*", montrant clairement que la préoccupation des ouvriers allait bien plus loin que leur seule usine.

Il y a aussi un passage qui, tout en faisant partie d'un document, affirme que: "*C'est le devoir du syndicat de défendre les intérêts collectifs des travailleurs et de diriger les grèves ouvrières*", et montre que d'autres idées se développent aussi: "*Nous tous, ouvriers de Honda Auto Parts Manifacturing Co, Ltd, devons rester unis et ne pas nous laisser diviser par la direction (…). Nous appelons tous nos camarades ouvriers à exprimer leur point de vue auprès de leurs représentants ouvriers. Bien que ces représentants ne couvrent pas les ouvriers de tous les départements, ils recueillent les opinions de tous les ouvriers de l'usine avec sérieux et égalité. Les ouvriers des chaînes de fabrication qui sont motivés et voudraient participer aux négociations avec la direction peuvent se joindre à la délégation à travers l'élection... Sans l'approbation de l'assemblée ouvrière, les représentants ne donneront unilatéralement leur accord à aucune proposition d'un niveau inférieur aux revendications établies plus haut.*" (*libcom.org*) Et on pouvait encore lire sur *businessweek.com*: "*Nous appelons tous les ouvriers à maintenir un haut degré d'unité et à ne pas laisser les capitalistes nous diviser.*"

En Chine, la situation matérielle qui impulse les luttes et la question de comment s'organiser est la même que celle que rencontrent les ouvriers partout dans le monde ■

Car/11.06.2010

suite de la p. 8

L'IMMIGRATION ET LE MOUVEMENT OUVRIER

L'intervention des révolutionnaires sur la question de l'immigration

D'après ce que rapportent les médias, 80 % des Britanniques pensent que le Royaume Uni fait face à une crise de population du fait de l'immigration; plus de 50 % ont peur que la culture britannique ne disparaisse; 60 % que la Grande-Bretagne est plus dangereuse du fait de l'immigration; et 85 % veulent que l'on diminue ou mette un terme à l'immigration (3). Le fait qu'il existe une réceptivité à la peur irrationnelle exprimée dans le racisme et la xénophobie propagée par l'idéologie bourgeoise chez certains éléments de la classe ouvrière ne nous surprend pas dans la mesure où l'idéologie de la classe dominante, dans une société de classe, exerce une immense influence sur la classe ouvrière jusqu'à ce que se développe une situation ouvertement révolutionnaire. Cependant, quel que soit le succès de l'intrusion idéologique de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, pour le mouvement révolutionnaire, le principe selon lequel la classe ouvrière mondiale est une unité, les ouvriers n'ont pas de patrie, est un principe de base de la solidarité prolétarienne internationale et de la conscience de la classe ouvrière. Tout ce qui insiste sur les particularismes nationaux, aggrave, manipule ou contribue à la "désunion" de la classe ouvrière est contraire à la nature internationaliste du prolétariat comme classe, et est une manifestation de l'idéologie bourgeoise que les révolutionnaires combattent. Notre responsabilité est de défendre la vérité historique: les ouvriers n'ont pas de patrie.

Quoi qu'il en soit, comme d'habitude, les accusations de l'idéologie bourgeoise contre les immigrés sont plus un mythe qu'une réalité. Il y a bien plus de probabilités que les immigrés soient victimes de criminels qu'ils ne soient des criminels eux-mêmes. De façon générale, les immigrés sont honnêtes, des ouvriers qui travaillent dur, surexploités au-delà de toute limite, pour gagner de quoi vivre et envoyer de l'argent à leur famille restée "au pays". Ils sont souvent floués par des patrons peu scrupuleux qui les paient moins que le salaire minimum et refusent de payer leurs heures supplémentaires, par des propriétaires tout aussi peu scrupuleux qui leur font payer des loyers exorbitants pour de vrais taudis, et par toutes sortes de voleurs et d'agresseurs – qui tous comptent sur la peur des immigrés envers les autorités qui les empêche de porter plainte. Les statistiques montrent que la criminalité a tendance à augmenter chez les seconde et troisième générations dans les familles d'immigrés; pas parce qu'ils proviennent de l'immigration mais du fait de leur pauvreté continuellement oppressante, de la discrimination et du manque de perspectives en tant que pauvres (4) .

Il est essentiel d'être clair sur la différence existant aujourd'hui entre la position de la Gauche communiste et celle de tous les défenseurs d'une idéologie anti-raciste (y compris ceux qui se prétendent révolutionnaires). Au lieu de souligner l'unité fondamentale de la classe ouvrière, ils mettent en avant ses divisions. Ils blâment, avec des arguments moralistes, les ouvriers qui se méfient des immigrés, et pas le capitalisme pour son racisme anti-immigrés; et on poursuit même en glorifiant les ouvriers immigrés comme des héros plus purs que les ouvriers de souche. Les "anti-racistes" soutiennent les immigrés contre les non-immigrés au lieu de mettre en avant l'unité de la classe ouvrière. Ils dévoient la conscience de classe des ouvriers sur le terrain de la "politique d'identité" pour laquelle c'est "l'identité" nationale, linguistique, ethnique qui est déterminante, et pas l'appartenance à la même classe. Cette idéologie empoisonnée dit que les ouvriers de tel ou tel pays ont plus en commun avec les bourgeois de tel ou tel pays qu'avec les autres ouvriers. Face au mécontentement des ouvriers immigrés confrontés aux persécutions qu'ils subissent, l'anti-racisme les enchaîne à l'Etat. La solution qui est proposée aux problèmes des immigrés est invariablement d'avoir recours à la légalité bourgeoise, que ce soit en recrutant les ouvriers pour les syndicats, ou pour la réforme de la loi sur l'immigration, ou en enrôlant les immigrés dans la politique électorale ou la reconnaissance formelle de "droits" légaux. Tout sauf la lutte de classe unie du prolétariat.

La dénonciation par la Gauche communiste de la xénophobie et du racisme contre les immigrés se distingue radicalement de cette idéologie anti-raciste. Notre position est en continuité directe avec celle qu'a défendue le mouvement révolutionnaire depuis la Ligue des communistes et le *Manifeste Communiste*, la Première Internationale, la gauche de la Deuxième Internationale, les IWW et les Partis Communistes à leurs débuts. Notre intervention insiste sur l'unité fondamentale du prolétariat, dénonce les tentatives de la bourgeoisie de diviser les ouvriers entre eux, s'oppose au légalisme bourgeois, aux politiques identitaires et à l'interclassisme. Par exemple, le CCI a défendu cette position internationaliste aux Etats-Unis en dénonçant la manipulation capitaliste lors des manifestations de 2006 en disant "*dans une grande mesure [cela a été] une manipulation bourgeoise"*, elle "*a provoqué les manifestations, les a manipulées, contrôlées et ouvertement dirigées"*, elles étaient infestées de nationalisme, "*que ce soit le nationalisme latino qui a surgi au début des manifestations ou la ruée écoeurante pour affirmer son récent américanisme* " qui "*avait pour but de court-circuiter totalement toute possibilité pour les immigrés et les ouvriers de souche américaine de reconnaître leur unité essentielle.*"(5)

Par dessus tout, nous devons défendre l'unité internationale de la classe ouvrière. Comme internationalistes prolétariens, nous rejetons l'idéologie bourgeoise et ses constructions sur "la pollution culturelle", la "pollution linguistique", "l'identité nationale", "la méfiance envers les étrangers" ou "la défense de la communauté ou du quartier". Au contraire, notre intervention doit défendre les acquis historiques du mouvement ouvrier: les ouvriers n'ont pas de patrie; le fil rouge qui traverse toute l'histoire du mouvement ouvrier est la solidarité et l'unité de classe internationaliste. Le prolétariat vient de beaucoup de pays, parle beaucoup de langues mais est une seule classe mondiale dont la responsabilité historique est d'affronter le système d'exploitation et d'oppression capitaliste ■

JG

1) Voir "*2003-2004 Pew hispanic Center.the Kaiser Family Foundation Survey of Latinos: Education*" et Rambaut, reuben G., Massey, Douglas, S. and Bean, Frank D. "*Linguistic Life Expectancies: Immigrant Language Retention in Southern California. Population and Development*", 32 (3): 4.7-460, septembre 2006
2) "*Problems and Priorities*", PollingReport.com.
3) *Sunday Express,* 6 avril 2008
4) *States News Service, Immigration Fact Check : Responding to Key Myths*, 22 juin 2007.
5) *Internationalism*, n° 139, été 2006: "Immigrant demonstration : YES to the unity with the working class! No to the exploiters!".

POLOGNE, AOÛT 1980

Il y a 30 ans, le prolétariat mondial refaisait l'expérience de la grève de masse

Il y a 30 ans, durant l'été 1980, la classe ouvrière en Pologne mettait le monde en haleine. Un gigantesque mouvement de grève s'étendait dans le pays: plusieurs centaines de milliers d'ouvriers se mettaient en grève sauvage dans différentes villes, faisant trembler la classe dominante en Pologne comme dans d'autres pays.

Que s'est-il passé en août 1980?

Suite à l'annonce de l'augmentation des prix de la viande, les ouvriers réagissent dans de nombreuses usines par des grèves spontanées. Le premier juillet, les ouvriers de Tczew près de Gdansk et d'Ursus dans la banlieue de Varsovie se mettent en grève. A Ursus, des assemblées générales se tiennent, un comité de grève est élu et des revendications communes sont mises en avant. Durant les jours suivants, les grèves continuent à s'étendre: Varsovie, Lodz, Gdansk, etc. Le gouvernement tente d'empêcher une plus grande extension du mouvement en faisant de rapides concessions telles des augmentations de salaires. Mi-juillet, les ouvriers de Lublin, un important carrefour ferroviaire, se mettent en grève. Lublin était située sur la ligne de train qui relie la Russie à l'Allemagne de l'Est. En 1980, c'était une ligne vitale pour le ravitaillement des troupes russes en Allemagne de l'Est. Les revendications des ouvriers sont les suivantes: pas de répression contre les ouvriers en grève, retrait de la police hors des usines, augmentation des salaires et élections libres de syndicats.

Ce qui a fait la force des ouvriers...

Les ouvriers avaient tiré les leçons des luttes de 1970 et de 1976 (1). Ils voyaient clairement que l'appareil syndical officiel était du côté de l'Etat stalinien et du côté du gouvernement chaque fois qu'ils avançaient des revendications. C'est pourquoi, en cet été 1980, ils prennent directement l'initiative de la lutte. N'attendant aucune instruction venant d'en haut, ils marchent ensemble, tiennent des assemblées afin de décider eux-mêmes du lieu et du moment de leurs luttes.

Des revendications communes sont mises en avant dans des assemblées de masse. Un comité de grève est formé. Au début, les revendications économiques sont au premier plan.

Les ouvriers sont déterminés. Ils ne veulent pas une répétition de l'écrasement sanglant de la lutte comme en 1970 et 1976. Dans le centre industriel de Gdansk-Gdynia-Sopot, un comité de grève inter-usines (MKS) est constitué ; il est formé de 400 membres (deux délégués par entreprise). Durant la seconde moitié d'août, quelque 800 à 1000 délégués se réuniront. Chaque jour des assemblées générales se tiennent aux chantiers navals Lénine. Des haut-parleurs sont installés pour permettre à tous de suivre les discussions des comités de grève et les négociations avec les représentants du gouvernement. Puis, des micros sont mêmes installés en-dehors de la salle de réunion du MKS, afin que les ouvriers présents dans les assemblées générales puissent intervenir directement dans les discussions du MKS. Le soir, les délégués – la plupart pourvus de cassettes avec l'enregistrement des débats – rentrent sur leur lieu de travail et présentent les discussions et la situation dans "leur" assemblée générale d'usine, rendant leur mandat devant celle-ci.

Tels sont les moyens grâce auxquels le plus grand nombre d'ouvriers peuvent participer à la lutte. Les délégués doivent rendre leur mandat, sont révocables à tout moment et les assemblées générales sont toujours souveraines. Toutes ces pratiques sont en opposition totale avec la pratique syndicale.

Pendant ce temps, après que les ouvriers de Gdansk-Gdynia-Sopot se sont unis, le mouvement s'étend à d'autres villes. Pour saboter la communication entre les ouvriers, le gouvernement coupe les lignes téléphoniques le 16 août. Immédiatement, les ouvriers menacent d'étendre encore plus leur mouvement si le gouvernement ne les rétablit pas sur-le-champ. Ce dernier fait marche arrière.

L'assemblée générale décide alors la mise sur pied d'une milice ouvrière. Alors que la consommation d'alcool est largement répandue, il est décidé collectivement de la prohiber. Les ouvriers savent qu'il leur faut avoir la tête claire dans leur confrontation contre le gouvernement.

Lorsque le gouvernement menace de réprimer à Gdansk, les cheminots de Lublin déclarent?: *"Si les ouvriers de Gdansk sont physiquement attaqués et si un seul d'entre eux est touché, nous paralyserons la ligne de chemin de fer stratégiquement la plus importante entre la Russie et l'Allemagne de l'Est."*

Dans presque toutes les principales villes, les ouvriers sont mobilisés. Plus d'un demi-million d'entre eux comprennent qu'ils constituent la seule force décisive dans le pays capable de s'opposer au gouvernement. Ils sentent ce qui leur donnait cette force:

–l'extension rapide du mouvement au lieu de son épuisement dans des affrontements violents comme en 1970 et 1976;

–leur auto-organisation, c'est-à-dire leur capacité à prendre l'initiative eux-mêmes au lieu de compter sur les syndicats;

–la tenue d'assemblées générales dans lesquelles ils peuvent unir leurs forces, exercer un contrôle sur le mouvement, permettre la plus grande participation de masse possible et négocier avec le gouvernement devant tous.

Et, en effet, l'extension du mouvement fut la meilleure arme de la solidarité; les ouvriers ne se sont pas contentés de faire des déclarations, ils ont pris eux-mêmes l'initiative des luttes. Cette dynamique a rendu possible le développement d'un rapport de forces différent. Tant que les ouvriers luttaient de façon aussi massive et unie, le gouvernement ne pouvait mener aucune répression. Pendant les grèves de l'été, lorsque les ouvriers affrontaient le gouvernement de façon unie, pas un seul d'entre eux ne fut tué ou frappé. La bourgeoisie polonaise avait compris qu'elle ne pouvait pas se permettre une telle erreur mais qu'elle devrait affaiblir la classe ouvrière de l'intérieur.

La réaction de la bourgeoisie: l'isolement

Le danger que constituaient les luttes en Pologne pouvait être appréhendé à travers les réactions des pays voisins.

Les frontières entre la Pologne et l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique sont immédiatement fermées. Et la bourgeoisie a de bonnes raisons de prendre une telle mesure! Parce que dans la région charbonnière voisine d'Ostrava en Tchécoslovaquie, les mineurs, suivant l'exemple polonais, se sont également mis en grève. Dans les régions minières roumaines, en Russie à Togliattigrad, les ouvriers suivent le même chemin. Même si, dans les pays d'Europe de l'Ouest, il n'y a pas de grèves en solidarité directe avec les luttes des ouvriers polonais, les ouvriers de nombreux pays reprennent les mots d'ordre de leurs frères de classe de Pologne. A Turin, on entend en septembre 1980 les ouvriers scander: "Gdansk nous montre le chemin".



Comment le mouvement a été saboté

Alors qu'au début il n'y avait pas d'influence syndicale, les membres des "syndicats libres"(2) s'appliquèrent à entraver la lutte.

Tandis qu'initialement les négociations étaient menées de façon ouverte, il fut prétendu, au bout d'un certain temps, que des "experts" étaient nécessaires afin de mettre au point les détails des négociations avec le gouvernement. De façon croissante, les ouvriers ne pouvaient plus suivre les négociations, encore moins y participer, les haut-parleurs qui transmettaient celles-ci ne fonctionnaient plus à cause de problèmes "techniques". Lech Walesa, membre des "syndicats libres", fut couronné leader du mouvement grâce à la mesure de renvoi dont l'avait frappé la direction des chantiers navals de Gdansk. Le nouvel ennemi de la classe ouvrière, le "syndicat libre", avait travaillé à infiltrer le mouvement et commença son travail de sabotage. Ainsi, il s'attacha à distordre complètement les revendications ouvrières. Alors qu'initialement les revendications économiques et politiques se trouvaient en tête de liste, le "syndicat libre" et Walesa poussaient à présent à la reconnaissance de syndicats "indépendants", mettant seulement au second plan les revendications économiques et politiques. Ils suivaient la vieille tactique "démocratique"?: défense des syndicats au lieu des intérêts ouvriers.

La signature des accords de Gdansk le 31 août marque l'épuisement du mouvement (même si des grèves se poursuivent pendant quelques jours en d'autres endroits). Le premier point de ces accords autorise la création d'un syndicat "indépendant et autogéré" qui prendra le nom de Solidarnosc. Les quinze membres du présidium du MKS (comité de grève interentreprises) constituèrent la direction du nouveau syndicat.

Parce que les ouvriers avaient été clairs sur le fait que les syndicats officiels marchaient avec l'Etat, la plupart d'entre eux pensaient maintenant que le syndicat Solidarnosc nouvellement fondé, fort de dix millions d'ouvriers, n'était pas corrompu et défendrait leurs intérêts. Ils n'étaient pas passés par l'expérience des ouvriers à l'Ouest qui se sont confrontés pendant des décennies aux syndicats "libres".

Alors que Walesa avait déjà promis en ce temps-là?: *"Nous voulons créer un second Japon et établir la prospérité pour tous"* et que beaucoup d'ouvriers, à cause de leur inexpérience de la réalité du capitalisme à l'Ouest, pouvaient avoir d'aussi grandes illusions, Solidarnosc et Walesa à sa tête assumèrent le rôle de pompier du capitalisme pour éteindre la combativité ouvrière. Ces illusions au sein de la classe ouvrière en Pologne n'étaient rien d'autre que le poids et l'impact de l'idéologie démocratique sur cette partie du prolétariat mondial. Le poison démocratique déjà très puissant dans les pays occidentaux ne pouvait avoir qu'une force encore plus grande en Pologne après cinquante ans de stalinisme. C'est ce que la bourgeoisie polonaise et mondiale avait très bien compris. Ce sont ces illusions démocratiques qui furent le terreau sur lequel la bourgeoisie et son syndicat Solidarnosc ont pu mener sa politique anti-ouvrière et déchaîner la répression.

A l'automne 1980, alors que les ouvriers repartent en grève à nouveau pour protester contre les accords de Gdansk, après avoir constaté que même avec un syndicat "libre" à leurs côtés, leur situation matérielle avait empiré, Solidarnosc commence déjà à montrer son vrai visage. Juste après la fin des grèves de masse, Walesa va ici et là dans un hélicoptère de l'armée pour appeler les ouvriers à cesser leurs grèves de toute urgence. *"Nous n'avons plus besoin d'autres grèves car elles poussent notre pays vers l'abîme, il faut se calmer."*

Depuis le début, Solidarnosc a commencé à saboter le mouvement. Chaque fois que possible, il s'empare de l'initiative des ouvriers, les empêchant de lancer de nouvelles grèves.

En décembre 1981, la bourgeoisie polonaise peut enfin déclencher la répression contre les ouvriers. Solidarnosc a fait de son mieux pour désarmer les ouvriers politiquement. Alors que pendant l'été 1980, aucun ouvrier n'avait été frappé ou tué grâce à l'auto-organisation et à l'extension des luttes, et parce qu'il n'y avait pas de syndicat pour encadrer les ouvriers, en décembre 1981, plus de 1200 ouvriers sont assassinés, des dizaines de milliers mis en prison ou conduits vers l'exil.

Si, depuis, l'ex-leader de Solidarnosc Lech Walesa a été élu à la tête du gouvernement polonais, c'est justement parce qu'il avait déjà montré qu'il était un excellent défenseur des intérêts de l'Etat polonais dans ses fonctions de chef syndical.

La signification historique des luttes

Même si trente ans se sont écoulés depuis, et bien que beaucoup d'ouvriers qui ont pris part au mouvement de grève à l'époque sont devenus chômeurs ou ont été forcés à l'émigration, leur expérience est d'une inestimable valeur pour toute la classe ouvrière. Comme le CCI l'a déjà écrit en 1980, *"Sur tous ces points, les luttes en Pologne représentent un grand pas en avant dans la lutte du prolétariat à l'échelle mondiale, c'est pourquoi ces luttes sont les plus importantes depuis un demi-siècle"* (Résolution sur la lutte de classe, IVe congrès du CCI, 1980, *Revue internationale* no 26). Elles furent le plus haut point d'une vague internationale de luttes. Comme nous l'affirmions dans notre rapport sur la lutte de classe en 1999 à notre XIIIe congrès: *"Les événements historiques à ce niveau ont des conséquences à long terme. La grève de masse en Pologne a fourni la preuve définitive que la lutte de classe est la seule force qui peut contraindre la bourgeoisie à mettre de côté ses rivalités impérialistes. En particulier, elle a montré que le bloc russe – historiquement condamné par sa position de faiblesse à être "l'agresseur" dans toute guerre – était incapable de répondre à sa crise économique grandissante par une politique d'expansion militaire. De façon claire, les ouvriers des pays du bloc de l'Est (et de la Russie elle-même) ne pouvaient pas totalement servir de chair à canon dans une quelconque guerre future à la gloire du "socialisme". Ainsi, la grève de masse en Pologne fut un puissant facteur dans l'implosion qui advint du bloc impérialiste russe"* (*Revue internationale* no 99, 1999). ■

CCI

1) Durant l'hiver 1970-71, les ouvriers des chantiers navals de la Baltique étaient entrés en grève contre des hausses de prix des denrées de première nécessité. Dans un premier temps, le régime stalinien avait réagi par une répression féroce des manifestations faisant plusieurs centaines de morts, notamment à Gdansk. Les grèves n'avaient pas cessé pour autant. Finalement, le chef du parti, Gomulka, avait été limogé et remplacé par un personnage plus "sympathique", Gierek. Ce dernier avait dû discuter pendant 8 heures avec les ouvriers des chantiers navals de Szczecin avant de les convaincre de reprendre le travail. Evidemment, il avait rapidement trahi les promesses qu'il leur avait faites à ce moment-là. Ainsi, en 1976, de nouvelles attaques économiques brutales avaient provoqué des grèves dans plusieurs villes, notamment à Radom et Ursus. La répression avait fait plusieurs dizaines de morts.

2) Il ne s'agissait pas à proprement parler d'un syndicat mais d'un petit groupe d'ouvriers qui, en lien avec le KOR (comité de défense des ouvriers) constitué par des intellectuels de l'opposition démocratique après les répression de 1976, militaient pour la légalisation d'un syndicalisme indépendant.

suite de la p. 2

de sauvetage, qui est resté environ 12 heures à regarder la plate-forme brûler, avant de retourner sur le rivage, ce qui a pris encore 12 heures supplémentaires. Un des ouvriers a dit *«Ils nous ont gardé là jusqu'à 11h30 le lendemain matin, nous laissant regarder nos copains en train de brûler. Nous avons compté qu'il y avait plus de 25 bateaux. Il n'y avait aucune raison pour nous garder là.»* Ils ont été attirés de côté pour subir des entrevues enregistrées sur bande avant d'avoir la permission de voir leur famille et ils n'ont pu entrer en contact avec leur famille ni par radio ni par téléphone. Ce dernier désastre se produisant à la suite de la récente explosion dans la mine de charbon de la Virginie Occidentale, il est évident que les autorités ont voulu interroger les ouvriers du pétrole avant qu'ils puissent parler avec n'importe qui pour empêcher que ne naisse le moindre soupçon par rapport à la vérité de «l'accident».

Tout ceci est suffisant pour accuser ce système moribond, décadent, en pleine décomposition dans lequel nous vivons. Mais l'histoire ne finit pas là. La quantité de pétrole qui se déverse dans le Golfe du Mexique se révèle être au moins 10 fois supérieure aux évaluations officielles. Selon les experts, la nappe de BP est déjà bien plus importante que celle causée par l'accident du Exxon Valdez en Alaska en 1989, où au moins 250.000 barils de pétrole avaient été répandus, et dont on peut encore trouver des restes aujourd'hui, 21 ans après. Les évaluations scientifiques, plus précises que les mensonges colportés par BP dans ses tentatives de limiter sa responsabilité et de redorer son image de géant du pétrole «responsable en termes d'environnement», estiment que la quantité de pétrole et de gaz qui se déverse se situe entre 56.000 et 100.000 barils par jour. Et BP ose continuer à proclamer qu'il ne se répand que la quantité de 5.000 barils par jour!

Il est assez évident que BP a une longue histoire de violations des règles élémentaires de sécurité derrière elle, mais elle a aussi de nombreux complices, les États-Unis étant leur plus puissant. L'une des plus grandes raffineries des États-Unis a explosé en mars 2005 entraînant 15 décès, blessant 180 personnes et contraignant des milliers de riverains à rester abrités dans leur maison. L'accident est arrivé comme le point culminant d'une série d'accidents moins sérieux à la raffinerie, et les problèmes mécaniques n'ont pas été abordés par la direction. L'entretien et la sécurité de l'usine avaient été abandonnés pour des raisons économiques, la responsabilité se reposant finalement sur l'exécutif de Londres. Il y a eu plusieurs enquêtes sur le désastre, et la compagnie a finalement plaidé coupable pour délit de violation criminelle du Clean Air Act. Elle a été condamnée à 50 millions de dollars d'amende et soumise à trois années «d'épreuve». Le 30 octobre 2009, la Sécurité au Travail des États-Unis et l'Administration des Risques (OSHA) ont frappé BP d'une amende supplémentaire de 87 millions de dollars - la plus grosse amende de l'histoire d'OSHA - pour n'avoir pas supprimé les risques en matière de sécurité indiqués dans l'explosion de 2005. Les inspecteurs ont trouvé 270 violations à la sécurité qui avaient été précédemment citées mais non précisées et 439 nouvelles violations. Le cynisme capitaliste n'ayant pas de limite, BP fait évidemment appel!

La liste de violations par BP est certainement sans fin, et la liste de conflits entre BP et le gouvernement des États-Unis est d'une longueur impressionnante. On doit alors se demander pourquoi un escroc environnemental tel que BP est autorisé par les États-Unis à avoir 40% de son marché dans ce pays. En fait, en permettant que les sauvegardes de l'environnement et de sécurité soient très molles, les États-Unis sont le principal complice des désastres causés par BP. Il est certainement économiquement très «convenable» que les États-Unis puissent acheter leur propre pétrole à une compagnie qui le produit à bas prix. Les États-Unis lui permettent de sous-traiter des parties de son travail - comme BP l'a fait dans ce cas-ci avec Transocean et Halliburton - et BP opère dans les eaux territoriales américaines. Son record en matière de méfaits, de réduction des coûts, d'utilisation d'équipements usagés ou fonctionnant mal et son mépris pour la sécurité des ouvriers permettent à BP de produire à des coûts effectivement très bas! L'inconvénient est néanmoins sérieux: c'est que les États-Unis sont technologiquement désavantagés en ce qui concerne la modernisation de leur propre appareil d'extraction et de production de pétrole dans le contexte d'un besoin accru de sources d'énergie aux meilleurs prix disponibles, c'est à dire le pétrole. C'est ce qui se trouve au cœur de la présente réforme de la loi sur l'énergie proposée par l'administration Obama. Dans le contexte de la crise économique, les États-Unis doivent désespérément gagner un avantage concurrentiel sur le marché mondial. Les conflits ont aussi impliqué les États-Unis et la Grande-Bretagne par rapport au pipeline de Bakou-Tbilisi-Ceyhan, par exemple, une épine dans le pied américain, alors qu'ils essayent de gagner le contrôle de ressources dont les pays européens et la Chine ont besoin. C'est pourquoi nous serions dans l'erreur de croire que les actions des agences américaines qui visaient à pénaliser les pires comportements de la firme anglaise BP sont le fruit du souci de l'État par rapport à la sécurité de l'environnement et des vies humaines. Au contraire, les États-Unis utilisent ces désastres environnementaux pour faire reluire leur image de champion de la protection de l'environnement et pour affirmer leur autorité dans un domaine d'industrie qui est essentiel à leur compétitivité sur le marché mondial, transformant véritablement de tels désastres en des armes pour mener leurs propres guerres commerciales contre d'autres pays, dans le cas de BP, contre la Grande-Bretagne.

Les États-Unis, comme tous autres États capitalistes, savent parfaitement que la dépendance à l'égard du pétrole ne sera pas éliminée de sitôt dans les conditions capitalistes actuelles, et d'autant moins à l'heure de sa crise économique la plus aiguë. Le pétrole est la seule source d'énergie qui peut leur donner un avantage concurrentiel, indépendamment du coût environnemental ou humain. C'est la raison pour laquelle la réponse immédiate par l'administration d'Obama a été de mettre un moratoire sur l'interdiction du forage en mer qu'il avait juste promis le mois d'avant. Pendant sa campagne présidentielle, Obama a fait croire à l'électorat qu'il était en grande partie opposé à augmenter le nucléaire, pétrole, gaz naturel et approvisionnements en énergie de charbon qui actionnent l'économie des États-Unis. Il a également promis des investissements dans des sources renouvelables d'énergie et une expansion des technologies «green». Mais aussitôt élu, il a «convenu» que les États-Unis ne pouvaient mener une telle réforme de leur économie sans perdre de compétitivité sur l'arène mondiale.

Le capitalisme ne sera jamais le «green». Sa négligence pour l'homme et la nature éclate chaque jour un peu plus avec force. Cet événement expose une nouvelle fois la faillite et l'irrationalité du capitalisme aux yeux de la classe ouvrière. Il stimule aussi la réflexion sur le futur du capitalisme et de l'humanité. Il est grand temps que nous détruisions le capitalisme, avant qu'il nous détruise.

Ana / 22.05.2010

Turquie: appel de solidarité pour la Plate-forme "de la lutte des travailleurs"

Un certain nombre d'ouvriers combatifs des dernières luttes en Turquie, incluant les ouvriers de National Tobacco and Alcohol Monopoly (TEKEL), ceux du Service des Eaux et des Égouts d'Istanbul (ISKI), les pompiers, les ouvriers de Sinter Metal, le personnel de la municipalité d'Esenyurt, les ouvriers du bâtiment Marmaray, les éboueurs, le personnel du Conseil de Turquie pour la Recherche Scientifique et Technologique (TUBITAK) et les travailleurs de ATV-Sabah News Corporation, se sont rassemblés et ont établi un groupe ouvrier appelé la Plate-forme des Ouvriers en Lutte. Un groupe d'ouvriers de TEKEL a travaillé à la création d'un comité afin d'essayer de tirer les leçons de la lutte dans laquelle ils ont été impliqués et la Plate-forme des Ouvriers en Lutte est une étape importante dans cet effort pour créer des liens avec les autres travailleurs, en particulier ceux qui luttent contre les termes et les conditions que le 4-C (1) a récemment introduit, qui est essentiellement une attaque généralisée contre tous les travailleurs du secteur public, avec la réduction des salaires, l'autorisation de transfert des ouvriers, l'obligation de faire des heures supplémentaires non rémunérées, le droit pour la direction de mise à pied temporaire de travailleurs, et la permission de licenciements arbitraires.

Les ouvriers de cette plateforme lancent un appel pour obtenir de l'argent pour apporter une aide à cette lutte. Nous tenons à souligner qu'ils ne demandent pas de l'argent pour se nourrir pendant une grève. Bien que ce type de solidarité puisse être important, très souvent, il n'arrive jamais aux grévistes effectivement en lutte, et même quand c'est le cas, il ne peut guère soulager les souffrances des dizaines de milliers de familles touchées par une grande grève. Ce qu'ils attendent est que l'argent leur permette d'organiser les activités nécessaires à la lutte. La Turquie est un très grand pays (voyager à travers la Turquie c'est comme voyager de Londres à Varsovie), et TEKEL, par exemple, est une entreprise avec des travailleurs dans tout le pays. Voyager pour aller à des réunions coûte de l'argent, tout comme le fait d'organiser des choses comme la distribution de tracts, l'affichage, et les réunions publiques. L'argent est quelque chose dont les ouvriers manquent après une longue lutte dans l'un des pays les plus pauvres d'Europe.

Ne soyez pas découragé si vous ne pouvez pas vous permettre beaucoup. Rappelez-vous que la Turquie est l'un des pays les plus pauvres en Europe, et que même un peu d'argent peut faire beaucoup, par exemple le prix d'un paquet de cigarettes et une bière en Europe peuvent être suffisants pour envoyer un salarié à une réunion dans une autre ville.

Pour envoyer de l'argent directement à la Plate-forme des Travailleurs en Lutte, rendez-vous sur la partie anglaise de notre site, dans l'encadré à droite " Support Tekel workers' group" ■

CCI / 13.05.2010

(1)Nom administratif de la dernière réforme du régime des fonctionnaires.

LISEZ AUSSI LES ARTICLES MIS EN LIGNE
WWW.INTERNATIONALISM.ORG

En Espagne, le capital et son État nous attaquent sur tous les fronts

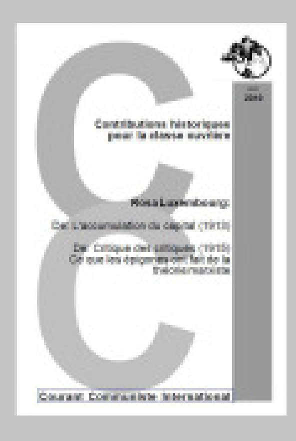
Lettre de solidarité d'un groupe de postiers de Madrid avec les grévistes du métro

Cachemire: Au milieu de coups de feu entre l'Etat Indien et les séparatistes un demi-million de travailleurs affirment leur identité de classe

Bangladesh : Grèves sauvages et manifestations? - le prolétariat brise le mythe de la docilité

Panama : Lutte des travailleurs des bananeraies à Bocas de Toro

LISEZ AUSSI LE FASCICULE FAIT À L'OCCASION DE LA JOURNÉE DE RENCONTRE ET DE DISCUSSION AOÛT 2010:



LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org
E-mail: belgique@internationalism.org

ABONNEMENTS

Tous les prix en euros	Belgique	Abonnem. de soutien	Europe	Monde	Air Mail Monde
Internationalisme (4 nos)	6	10	10	15	20
Revue Internationale (FR/AN/ESP - 4 nos)	15,5	25	15,5	17	20
Internationalisme + Revue Internationale	22	40	25	35	40

Abonnement-diffuseur
à partir du 2ème Internationalisme : 1,0 EUR par numéro supplémentaire
à partir de la 2ème Revue Internationale : 2,5 EUR par numéro supplémentaire.
Envoi sous pli fermé
Internationalisme ou Revue Internationale : Belgique : + 8,5 EUR
Pour la presse territoriale d'autres sections du CCI :
contactez directement la section en question
Anciens numéros d'Internationalisme: 0,50 EUR
Abonnements par versement au compte 000-3351977-45
d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore en plaçant vos commentaires sur notre site internet.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention. Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires.
Vos contributions sont les bienvenues au compte 000-3351977-45 au nom d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers, ou peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTION

Stand 1er mai FGTB Bruxelles (01.05)	1,10
JOURNÉE RENCONTRE ET DISCUSSIONS (28.08)	652,95
TOTAL MAI-AOUT 2010	654,05
TOTAL GENERAL 2010	850,48
(+FONDS DE SOLIDARITE	55,00)



REUNIONS PUBLIQUES

■ à Bruxelles: samedi 16 octobre à 15h, Centre des Cultures "Pianofabriek", rue du Fort 35a, St-Gilles

Belges, Flamands, Wallons: la classe ouvrière n'a pas de patrie. La mystification nationaliste empêche le développement d'une riposte ouvrière unitaire contre les attaques!

Quiconque a suivi les médias bourgeois ces derniers temps doit croire que la Belgique est décidément le seul endroit au monde qui ne subit pas les contrecoups de la crise mondiale. Mais des attaques générales sont aussi incontournables en Belgique que dans le reste des pays européens! Pourquoi alors cette focalisation sur les tensions communautaires et linguistiques? L'histoire de ces 50 dernières années nous apprend que la bourgeoisie utilise habilement ses divisions internes dans un double objectif: d'une part pour freiner la prise de conscience des attaques et du rôle central de l'Etat dans celles-ci, d'autre part pour entraver toute réaction unitaire des travailleurs et toute extension de leurs luttes. Venez en discuter à notre réunion publique. En participant nous pouvons renforcer le combat contre ce poison nationaliste.

■ à Amsterdam : samedi 11 décembre, 14h, De Badcuyp, 1e Sweelinckstr. 10, 1073 CH Amsterdam-Zuid

La guerre, les catastrophes écologiques et la misère poussent des millions de gens à fuir. Face au flot massif des réfugiés, quelle doit être notre solidarité?

Comment pouvons-nous faire prendre conscience des causes profondes, dues au capitalisme moribond, qui provoquent cette misère?
Comment construire un rapport de force capable de contrer cette situation?
Quelle peut être l'action des révolutionnaires dans ce combat?

PERMANENCES * AUTRES ACTIVITÉS

■ à Utrecht : samedi 23 octobre, à la foire du livre (Vrije Boekenmarkt), endroit exact: voir Indymedia NL
■ à Lille: contactez nous

LES DONNÉES LES PLUS RÉCENTES: fr.internationalism.org

PUBLICATIONS DU CCI

écrire sans mention du nom de la publication, sauf pour Internationalism US

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258,
Valencia 46080, Espagne

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00.
Haryana, INDE

INTERNACIONALISMO
venezuela@internationalism.org

INTERNATIONALISM
320 7th Ave. #211
Brooklyn, NY 11215, USA

INTERNATIONALISME
BP 94, 2600 Berchem/Anvers,
Belgique

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm, Suède

REVOLUCION MUNDIAL
Apartado de Correos 15-024,
C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, Mexique

REVOLUTION INTERNATIONALE
Mail Boxes 153
rue Damrémont, 108 - 75018 Paris,
France

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli, Italie

WERELDREVOLUTIE
WR, PO BOX 339, 800 AH
GOUDA,
Pays-Bas

WELTREVOLUTION
Postfach 410308, 50863 Köln 41,
Allemagne

WELTREVOLUTION
Postfach 2216, CH-8026 Zürich,
Suisse

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, London WC1N
3XX,
Grande-Bretagne

WORLD REVOLUTION
(Australie)
oz@internationalism.org

Du fait des conditions politiques actuelles au Vénézuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP en Espagne ou par e-mail à *venezuela@internationalism.org.*

De même, la BP en Australie est momentanément suspendue. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP en Grande-Bretagne ou par e-mail à *oz@internationalism.org*

BROCHURES DU CCI

Les publications peuvent être obtenues à nos réunions publiques et permanences, dans certaines librairies ou par versement (indiquant les publications ou abonnements souhaités) au compte 000-3351977-45 d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers (+2 euros pour les frais d'envoi)

Plate-forme et Manifeste du CCI 2,50
Ce n'est pas le communisme qui s'effondre, mais le stalinisme 1,85
Crise et décadence du capitalisme 2,50
Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital 4,50
Guerre du Golfe 2,50
La Gauche Communiste Britannique (anglais) 7,00
La Gauhe Communiste de France 4,00
La Gauche Communiste d'Italie 8,00
La Gauche Communiste de Russie (anglais) 10,00
La Gauche Communiste Hollandaise 12,00
La terreur stalinienne: un crime du capitalisme, pas du communisme 3,00
Le trotskysme contre la classe ouvrière 4,50
Les syndicats contre la classe ouvrière 2,50
L'Etat dans la période de transition du capitalisme au communisme 3,00
Nation ou classe 3,00
Organisation communiste et conscience de classe 1,85
Russie 1917, début de la révolution mondiale 2,50
Luttes dans la fonction publique de décembre 95 2,00
Comment le PCF est passé au service du capital 3,00
Le communisme n'est pas un bel idéal... 3,00
Les élections : un piège pour la classe ouvrière 2,00

LIBRAIRIES QUI VENDENT LA PRESSE DU CCI

Anvers:
•"Groene Waterman" Wolstraat 7
•"Dierckxsens" Melkmarkt
Bruxelles:
•"La Borgne Agasse" rue Anoul 30, 1050
•"Aden" avenue Bréart 44, 1060
•"Aurora" Rue J.Volders, 1060
•"Press Shop"
Place De Brouckère, 1000 •

Gand:
•"De Brug" Phoenixstraat 1
•"De Brug" Rijhovelaan 1
• "International Press Store" Rooigemlaan 501
•"WALRY-Nieuwscentrum" Zwijnaardsesteenweg 6

Liège:
•"Varia" rue des Mineurs 8
•"Pax" 4 place Cockerill
•"Livre aux Tresors" rue Sebastien Laruelle 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

L'immigration et le mouvement ouvrier (2e partie)

Confronté à l'existence de différences ethniques, de race et de langue chez les ouvriers, le mouvement ouvrier a été guidé, historiquement, par le principe: "les ouvriers n'ont pas de patrie", un principe qui a influencé à la fois la vie interne du mouvement ouvrier révolutionnaire et l'intervention de ce mouvement dans la lutte de classe. Tout compromis envers ce principe représente une capitulation envers l'idéologie bourgeoise.

La théorisation bourgeoise de l'idéologie anti-immigrés

Les idéologues bourgeois défendent l'idée que les caractéristiques de l'émigration massive actuelle vers l'Europe et les Etats-Unis sont totalement différentes de celles de l'émigration dans des périodes précédentes de l'histoire. Il y a derrière cela l'idée que, aujourd'hui, les immigrés affaiblissent, détruisent même les sociétés qui les accueillent, refusent de s'intégrer dans leur nouvelle société et en rejettent les institutions politiques et la culture. En Europe, le livre de Walter Laqueur, *The Last Days of Europe: Epitaph for an Old Continent*, publié en 2007, défend l'idée que l'immigration musulmane est responsable du déclin européen.

Le professeur de sciences politiques, Samuel P. Huntington, qui a publié le *Who Are We: The Challenges to America's National Identity* déclare que la "bifurcation", la division de la société américaine selon des lignes de division raciale noirs/blancs qui a existé pendant des générations, est aujourd'hui menacée d'être déplacée/remplacée par une "bifurcation" culturelle entre les immigrés de langue espagnole et les américains de souche qui parlent anglais, ce qui met en jeu l'identité et la culture nationales américaines.

A la fin des années 1970, sous l'administration Carter, il a servi comme coordonnateur politique du Conseil national de Sécurité. En 1993, il a écrit un article dans *Foreign Affairs* qui est devenu un livre par la suite, intitulé *Le choc des civilisations* (*The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*), dans lequel il développe la thèse selon laquelle, après l'effondrement de l'URSS, ce serait la culture et non plus l'idéologie qui deviendrait la base la plus importante des conflits dans le monde. Il prévoyait qu'un choc de civilisations imminent entre l'Islam et l'Occident constituerait le conflit international central dans le futur. Bien que le point de vue de Huntington sur l'immigration en 2004 ait été en grande partie écarté par les intellectuels spécialisés dans l'étude des populations et les questions de l'immigration et de l'assimilation, ses vues ont été largement répandues par les médias et les experts en politique autour de Washington.

Les protestations d'Huntington sur le fait que les immigrés de langue étrangère refuseraient d'apprendre l'anglais, résisteraient à l'assimilation et contribueraient à la pollution culturelle, n'ont rien de nouveau aux Etats-Unis. A la fin des années 1700, Benjamin Franklin avait peur que la Pennsylvanie ne soit submergée par la "nuée" des immigrés d'Allemagne. "*Pourquoi la Pennsylvanie*", demandait Franklin, "*fondée par les Anglais, devrait-elle devenir une colonie d'étrangers qui seront bientôt si nombreux qu'ils nous germaniseront plutôt que nous les anglicisions ?*". En 1896, le président Francis Walker de l'Institut de Technologie du Massachusetts (MIT), économiste influent, mettait en garde contre le fait que la citoyenneté américaine pourrait être dégradée par "*l'accès tumultueux de multitudes de paysans ignorants et brutalisés des pays d'Europe de l'Est et du Sud*". Le président Théodore Roosevelt était si contrarié par l'afflux d'immigrés de langue étrangère qu'il proposa : "*Il faut exiger de tous les immigrés qui viennent ici qu'ils apprennent l'anglais dans les cinq ans ou qu'ils quittent le pays*". L'historien de Harvard, Arthur Schlesinger Senior, a déploré de la même façon "l'infériorité" sociale, culturelle et intellectuelle des immigrés d'Europe du Sud et de l'Est. Toutes ces plaintes et ces peurs d'hier sont remarquablement similaires à celles de Huntington aujourd'hui.

La réalité historique n'a jamais donné raison à ces peurs xénophobes. Même s'il a toujours existé, dans chaque groupe d'immigrés, une certaine partie qui cherchait à apprendre l'anglais à tout prix, à s'assimiler rapidement et à réussir économiquement, habituellement, l'assimilation s'est développée de façon graduelle – en général sur une période de trois générations. Les immigrants adultes conservaient en général leur langue maternelle et leurs traditions culturelles aux Etats-Unis. Ils vivaient dans des quartiers d'immigrés où ils parlaient leur langue dans la communauté, dans les magasins, dans les réunions religieuses, etc. Ils lisaient des livres et des journaux dans leur langue natale. Leurs enfants, immigrés quand ils étaient très jeunes ou nés aux Etats-Unis, étaient en général bilingues. Ils apprenaient l'anglais à l'école et, au 20e siècle, étaient entourés par l'anglais dans la culture de masse, mais parlaient aussi la langue de leurs parents à la maison et se mariaient en général au sein de leur communauté ethnique. A la troisième génération, les petits-enfants des immigrés perdaient en général l'habitude de parler la langue de leurs grands-parents et tendaient à ne parler que l'anglais. Leur assimilation culturelle était marquée par une tendance croissante à se marier en dehors de la communauté ethnique d'origine. Malgré l'importance de l'immigration hispanique au cours des dernières années, les mêmes tendances à l'assimilation semblent perdurer de la même façon dans la période actuelle aux Etats-Unis, selon de récentes études du *Pew Hispanic Center* et de l'Université de Princeton. (1)

Cependant, même si la vague actuelle d'immigration était qualitativement différente des précédentes, quelle importance cela aurait-il? Si les ouvriers n'ont pas de patrie, pourquoi serions-nous concernés par la question de l'assimilation? Engels a défendu l'américanisation dans les années 1880 non comme une fin en soi, comme une sorte de principe intemporel du mouvement ouvrier, mais comme un moyen de construire un mouvement socialiste de masse. L'idée que l'américanisation constituerait une pré-condition nécessaire pour développer l'unité de la classe ouvrière a été réfutée par la pratique du mouvement ouvrier lui-même au début du 20e siècle, qui a démontré, sans équivoque possible, que le mouvement ouvrier peut embrasser la diversité et le caractère international du prolétariat et construire un mouvement uni contre la classe dominante.

Les récentes émeutes dans les bidonvilles d'Afrique du Sud constituent un signal d'alerte par rapport au fait que les campagnes anti-immigrés de la bourgeoisie mènent à la barbarie dans la vie sociale, il est évident que la propagande capitaliste exagère la colère anti-immigrés dans la classe ouvrière des métropoles. Aux États-Unis, par exemple, malgré les grands efforts des médias bourgeois et la propagande d'extrême-droite pour attiser la haine contre les immigrés sur les questions de langue et de culture, l'attitude dominante dans la population en général, y compris chez les ouvriers, est de considérer que les immigrés sont des travailleurs qui cherchent à gagner leur vie pour soutenir leurs familles, qu'ils font un travail trop pénible et trop mal payé pour les ouvriers "du pays" et qu'il serait insensé de les renvoyer (2). Dans la lutte de classe elle-même, il y a de plus en plus de manifestations de solidarité entre ouvriers immigrés et ouvriers "de souche". Par exemple, il y a eu les luttes de 2008 comme le soulèvement en Grèce où les ouvriers immigrés ont rejoint la lutte, ou la grève de la raffinerie de Lindsey en Grande-Bretagne en 2009 où les immigrés ont clairement exprimé leur solidarité, ou encore, aux Etats-Unis, lors de l'occupation par les ouvriers immigrés hispaniques de l'usine *Window and Door Republic* devant laquelle les ouvriers "natifs" se sont rassemblés pour montrer leur soutien en apportant notamment de quoi manger.

(suite à la p. 4)

NOS POSITIONS

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible: socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

■ La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

■ Les régimes étatisés qui, sous le nom de "*socialistes*" ou "*communistes*", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

■ Depuis le début du XXème siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

■ Toutes les idéologies nationalistes, d'"*indépendance nationale*", de "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "*démocratie*", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

■ Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis *ouvriers*, *socialistes*, *communistes* (les ex-"*communistes*" aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "*front populaire*", "*front anti-fasciste*" ou "*front unique*", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

■ Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "*officielles*" ou "*de base*", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

■ Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

■ Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

■ La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "*autogestion*", ni "*nationalisation*" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes: le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

■ L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"*organiser la classe ouvrière*", ni de "*prendre le pouvoir*" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

■ La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

■ L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

■ Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

■ Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1889-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande*, *hollandaise* et *italienne*.

Edit. resp. H. Deponthière BP94 - 2600 Berchem